

Le régime nord-coréen appelle à « la mobilisation » face aux critiques américaines

vendredi 26 septembre 2008, par [PONS Philippe](#) (Date de rédaction antérieure : 18 février 2005).

De grandioses cérémonies ont marqué la célébration du 63^e anniversaire du dirigeant nord-coréen Kim Jong-il, le 16 février. Ni l'imbroglie géopolitique provoqué par la Corée du Nord qui vient d'annoncer avoir la bombe nucléaire, ni des rumeurs sur des dissensions au sein du pouvoir n'y ont rien changé. Feux d'artifice, concerts, expositions de la fleur de magnolia baptisée Kimjongilia, bal public sur la place Kim Il-sung (du nom du père de Kim Jong-il) à Pyongyang... Toute la population, affirment les organes de presse officiels, a manifesté son unité face aux menaces étrangères. Selon le Rodong sinmun, organe du Parti du travail, « *le dirigeant Kim Jong-il a toujours fait le maximum pour renforcer l'armée contre la menace des Etats-Unis* », accusés de vouloir renverser le régime.

Les déclarations américaines, dont celles de George Bush sur sa volonté de diffuser la liberté à travers le monde et celles de la secrétaire d'Etat Condoleezza Rice sur la Corée du Nord « *avant-poste de la tyrannie* », sont interprétées à Pyongyang comme une menace directe, relève, à Séoul, Ha Young-sun, professeur de relations internationales à l'Université nationale de Corée du Sud. Pyongyang paraît plus sensible aujourd'hui aux critiques politiques qu'aux menaces de sanctions économiques ou militaires. Le régime a commencé à se murer pour faire face à ces nouvelles attaques. « *Si le pays ne se mobilise pas contre la tentative de nous diviser, nous risquons des conséquences aussi dangereuses qu'une invasion* », écrivait, le 13 janvier, l'organe du Parti du travail.

L'unité du peuple derrière son chef, régulièrement réaffirmée lors des événements nationaux dont l'anniversaire de Kim Jong-il est le plus célébré, prend un relief particulier. Les rumeurs circulent sur des dissensions au sein du régime et des symptômes d'opposition dans le pays. Les experts de la Corée du Nord à Séoul sont toutefois prudents, sinon sceptiques, dans l'interprétation de ces allégations.

« CAMPAGNE CALOMNIEUSE »

En novembre, une vidéo diffusée par une organisation de défense des droits de l'homme en Corée du Nord, basée à Séoul, avait montré un portrait de Kim Jong-il barré d'inscriptions appelant le peuple à se soulever. Ce document, qui reste à authentifier, reflète-t-il une opposition ouverte ? « *C'est un symptôme assurément, mais dont il est difficile de tirer des conclusions* », commente Yoo Ho-yeol, spécialiste du pays. Le mécontentement dont se font l'écho les réfugiés passant en Chine ne fait guère de doute, étant donné les conditions de vie de la majorité des habitants. Mais les possibilités de voir cette colère se muer en une opposition politique paraissent faibles. Loin de perdre le contrôle du pays, le régime semble renforcer son emprise, notamment à la frontière chinoise où des unités militaires jugées corrompues ont été changées, rendant les passages plus difficiles.

Plus qu'aux scénarios de soulèvement populaire, les experts s'intéressent aux équilibres au sein de l'équipe dirigeante. La mise à l'écart de celui qui apparaissait comme le numéro deux du parti, Chang Song-taek, beau-frère de Kim Jong-il, a été interprétée comme un signe de lutte interne. Autre rumeur : la défection de généraux en Chine, dont il n'y a eu aucune confirmation. « Il y a des divergences, mais les marges de manœuvre sont étroites et une opposition ouverte est impossible.

Plus qu'une lutte de pouvoir, on assiste plutôt à une compétition dans la loyauté », estime le professeur Ha.

Contrairement au passé, le régime nord-coréen a réagi aux rumeurs sur l'instabilité du régime. Dans un communiqué inhabituel, le ministère des affaires étrangères affirmait en décembre que « *le système [était] aussi stable politiquement que le roc* » et que « *pas un bouton d'uniforme de général n'a été retrouvé de l'autre côté de la frontière* ». Le texte concluait : « *Cette campagne calomnieuse visant à l'effondrement du régime nous contraint à examiner sérieusement notre participation aux pourparlers avec les Etats-Unis.* » L'hostilité de Washington est la raison invoquée par Pyongyang pour justifier son retrait des négociations à six (Chine, deux Corées, Etats-Unis, Japon et Russie).

« *Kim Jong-il doit donner des gages à l'armée*, commente Jang Sung-min, qui fut conseiller de l'ex-président sud-coréen Kim Dae-jung pour la politique vis-à-vis du Nord et préside le Forum mondial pour la paix en Asie du Nord-Est. *En exigeant des concessions unilatérales du Nord comme préalable, Washington fait le jeu des éléments les plus durs et contraint le régime à se refermer.* »

P.-S.

* Article paru dans le Monde, édition du 19.02.05.